

PRÉFÈTE DE LA RÉGION BOURGOGNE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Bourgogne

Mâcon, le 25 mai 2011

Unité Territoriale de Saône-et-Loire

Nos réf. : ML/AMG/250511/0220
Affaire suivie par : Marc LESCOUET
marc.lescouet@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 03 85 34 94 50 – Fax : 03 85 29 02 42

**RAPPORT AU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT
DES RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES**

Objet : SAS ISOROY - Torcy
Demande d'autorisation d'exploiter une usine de fabrication de panneaux de fibres de bois.
Réf. : Transmission préfectorale du 11 mars 2010
PJ : Plans et projet d'arrêté préfectoral.

1. PRESENTATION SYNTHETIQUE DU DOSSIER DU DEMANDEUR

1.1 - Le demandeur

Par dossier déposé en préfecture le 08 mars 2010, Monsieur CHAMBONNET, en qualité de Directeur Général de la SAS ISOROY dont le siège social est à RUNGIS, a présenté une demande d'autorisation d'exploiter une installation de fabrication de panneaux de fibres de bois de type MDF minces et ultra minces (Medium density Fiberboard). La demande a pour objet de régulariser une partie des activités exploitées sans autorisation (laquage des panneaux), la mise à jour des activités et l'extension du site.

La société ISOROY est une filiale française du groupe portugais SONAE INDUSTRIA, spécialisée dans la fabrication de panneaux à base de bois.

1.2 - Le site d'implantation

L'établissement de Torcy a été construit en 1989 sur un terrain situé dans la zone industrielle de TORCY d'une superficie de plus de 15 hectares.

Il se compose d'un bâtiment principal organisé en trois zones (fabrication de panneaux, atelier de laquage, stockage/expédition), d'un poste de garde et d'un ensemble de trois bâtiments qui accueillent les bureaux, le lavage et le hachage du bois.

Les aménagements extérieurs se composent d'aires de stockages, de stationnement, d'une réserve incendie (cuve de 800 m³, de bassins de décantation pour les eaux industrielles et d'un bassin de régulation des eaux pluviales.

1.3 - Situation administrative

L'exploitation du site de Torcy est autorisée par :

- un arrêté préfectoral du 24 novembre 1988, délivré initialement à la société TORSYL et transféré à la société ISOROY en 2005 ,
- deux arrêté préfectoraux complémentaires du 22 novembre 1991 et du 7 novembre 2007.

1.4 - Classement

| Rubrique | Libellé de la rubrique (activité) | Volume autorisé | Ré gi me | Sit uat ion |
|------------|--|---|----------------|-------------------|
| 1532 | <p>Bois sec ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exclusion des établissements recevant du public</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant supérieure à 20 000 m3</p> | <p>Q = 75 444 m³</p> <p>PARC À BOIS : 46 290 m³ STOCKAGE DYN. : 3 240 m³ ENCOURS : 69 m³ PALETTES NEUVES : 16 800 m³ STOCK PANNEAUX : 9 045 m³</p> | A | (e) |
| 1715 - 1 | <p>Substances radioactives (préparation, fabrication, transformation, conditionnement, utilisation, dépôt, entreposage ou stockage de)</p> <p>sous forme de sources radioactives, scellées ou non scellées à l'exclusion des installations mentionnées à la rubrique 1735, des installations nucléaires de base mentionnées à l'article 28 de la loi n° 2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire et des installations nucléaires de base secrètes telles que définies par l'article 6 du décret n° 2001-592 du 5 juillet 2001 .</p> <p>La valeur de Q est égale ou supérieure à 10⁴</p> | <p>RAPPORT Q = 3,774.10⁴</p> <p>CÉSIUM 137 : 370.10⁶ Bq COBALT 60 : 74.10⁶ Bq</p> | A | (b) |
| 2260 - 2.a | <p>Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, nettoyage, Tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225 et 2226, mais y compris la fabrication d'aliments pour le bétail.</p> <p>La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 500 kW</p> | <p>P = 8076 kW</p> <p>HACHAGE : 1 700,50 kW LAVAGE : 270,50 kW DEFIBRAGE : 6 104,84 kW</p> | A | (e) |
| 2410 - 1 | <p>Ateliers où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues</p> <p>La puissance installée pour alimenter l'ensemble des machines étant supérieure à 200 kW</p> | <p>P = 2178 kW</p> <p>CONFORMATION : 1 010 kW SCIAGE, PONÇAGE : 1 090 kW SCIES, ÉGRAINEUSE, BROSEUSES : 78 kW</p> | A | (e) |
| 2910 – A.1 | <p>Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771</p> <p>La puissance thermique maximale est définie comme la quantité maximale de combustible, exprimée en PCI, susceptible d'être consommée par seconde.</p> <p>Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.</p> <p>La puissance thermique maximale de l'installation étant supérieure à 20 MW</p> <p><i>Nota : La biomasse se présente à l'état naturel et n'est ni imprégnée ni revêtue d'une substance quelconque. Elle inclut le bois sous forme de morceaux bruts, d'écorces, de bois déchiquetés, de sciures, de poussières de ponçage ou de chutes issues de l'industrie du bois, de sa transformation ou de son artisanat.</i></p> | <p>P = 47,6 MW</p> <p>CHAUDIÈRE 1 : 25 MW CHAUDIÈRE 2 : 10,7 MW BRÛLEUR D'APPOINT : 8 MW CHAUDIÈRE LAQUAGE : 3 MW CHAUDIÈRE CUENOD : 0,9 MW</p> | A | (e) |

| Rubrique | Libellé de la rubrique (activité) | Volume autorisé | Ré gi me | Sit uat ion |
|------------|---|--|----------------|-------------------|
| 2915 – 1.a | Chauffage (Procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles Lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides, et si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25°C) est supérieure à 1 000 l | Q = 70 000 L FLUIDE ETA 32, PT ÉCLAIR : 218°C TEMP. UTILISATIONS : 270 ° C | A | (c) |
| 2940 – 2.a | Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile) à l'exclusion : - des activités de traitement ou d'emploi de goudrons, d'asphaltes, de brais et de matières bitumineuses, couvertes par la rubrique 1521, - des activités couvertes par les rubriques 2445 et 2450, - des activités de revêtement sur véhicules et engins à moteurs couvertes par la rubrique 2930, - ou de toute autre activité couverte explicitement par une autre rubrique. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction), si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est supérieure à 100 kg/j | Q_{EQUIV.} = 52,5 T/J COLLE URÉE FORMOL : 93 T/J LAQUES HYDROSOLUBLES : 10T/J VERNIS : 1T/J | A | (c) |
| 1412 - 2.b | Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature : Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 6 t, mais inférieure à 50 t | Q = 12,5 T UNE CUVE : 28 m³ | DC | (c) |
| 1414 - 3 | Gaz inflammables liquéfiés (installation de remplissage ou de distribution de) Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes) | / | DC | (c) |
| 1435 - 3 | Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence (coefficient 1)) distribué étant supérieure à 100 m³ mais inférieure ou égal à 3500 m³ | VOLUME ANNUEL : 139 m³ | DC | (a) |
| 1172 | Dangereux pour l'environnement -A-, très toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi de substances ou préparations) telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 20 t | STOCKAGE ET EMPLOI DE PRODUITS ÉTIQUETÉS R50, R50/53 QUANTITÉ TOTALE : 0,5 T | NC | |
| 1173 | Dangereux pour l'environnement -B-, toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi de substances ou préparations) telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 200 t | STOCKAGE ET EMPLOI DE PRODUITS ÉTIQUETÉS R51/53 QUANTITÉ TOTALE : 0,5 T | NC | |
| 1220 | Oxygène (emploi et stockage de l') La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 2 t | BOMBONNES D'OXYGÈNE POUR UNE QUANTITÉ TOTALE : 56 KG | NC | |
| 1418 | Acétylène (stockage ou emploi de l') La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 kg | BOMBONNES D'ACÉTYLÈNE POUR UNE QUANTITÉ TOTALE : 33 KG | NC | |

| Rubrique | Libellé de la rubrique (activité) | Volume autorisé | Ré gi me | Sit uat ion |
|----------|---|---|----------------|-------------------|
| 1432 | Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) : liquides inflammables visés à la rubrique 1430 représentant une capacité équivalente totale inférieure à 10 m ³ | CAPACITÉ ÉQUIVALENTE 3,2 m ³ | NC | |
| 1433 | Liquides inflammables (installations de mélange ou d'emploi de) Installations de simple mélange à froid lorsque la quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1 visé par la rubrique 1430) susceptible d'être présente est inférieure à 5 t | QUANTITÉ TOTALE : 0,5 T | NC | |
| 2160 | Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable Le volume total étant inférieure à 5000 m ³ | VOLUME TOTAL : 1035 m ³ | NC | |
| 2560 | Métaux et alliages (travail mécanique des) La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant inférieure à 50 kW | PUISSANCE : 23,5 kW | NC | |
| 2564 | Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces (métaux, matières plastiques, etc.) par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques. Le volume des cuves de traitement étant inférieure à 200 l | VOLUME : 90 L | NC | |
| 2663 | Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) Le volume susceptible d'être stocké étant inférieure à 1000 m ³ | VOLUME : 5 m ³ | NC | |
| 2925 | Accumulateurs (ateliers de charge d') La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant inférieure à 50 kW | PUISSANCE : 34,8 kW | NC | |

A autorisation, DC déclaration, contrôle périodique

NC installations et équipements non classés mais proches ou connexes des installations du régime A,

Au vu des informations disponibles, les installations déjà exploitées ou dont l'exploitation est projetée sont repérées de la façon suivante :

- (a) Installations bénéficiant du régime de l'antériorité
- (b) Installations dont l'exploitation a déjà été autorisée
- (c) Installations exploitées sans l'autorisation requise
- (d) Installations non encore exploitées pour lesquelles l'autorisation est sollicitée
- (e) Installations déjà exploitées, mais faisant l'objet d'une extension ou modification notable

Nota : Actualisation de deux rubriques suite à la modification de la nomenclature des installations classées par décrets des 13 avril et 30 décembre 2010, à savoir remplacement de la rubrique 1530 par la 1532 et suppression de la rubrique 2920.

1.5 - Présentation des activités

Les panneaux de particules fabriqués se retrouvent dans l'ensemble des applications liées à la construction et à la décoration et plus spécifiquement en ce qui concerne le site de Torcy dans la fabrication des portes et du plein format (composants de meubles).

Dans le but d'améliorer la qualité des panneaux et d'élargir la gamme des produits fabriqués, un certain nombre de modifications sont prévues, parmi lesquelles :

- le remplacement complet de l'ensemble défibreux et séchoir,
- l'ajout d'une chaudière biomasse,
- l'agrandissement du parc à bois,
- la création d'un bâtiment expéditions,
- la réalisation d'un bassin de régulation des eaux pluviales.

La capacité de production actuelle est de 145 000 m³/an, le projet présenté permettra d'obtenir une capacité de production de 240 000 m³/an.

De manière très schématique, le descriptif du procédé de fabrication se résume selon les diverses phases ci-après :

- la transformation de la matière bois en plaquettes,
- le défilage des plaquettes de bois,
- la préparation des mélanges thermos-durcisseur et additifs,
- le séchage des fibres de bois,
- le pressage,
- le refroidissement et le mûrissement, le ponçage, la découpe, le laquage,
- le conditionnement et le stockage en magasin en attente d'expédition.

L'occupation du sol aux abords immédiats des installations est constituée essentiellement d'entreprises industrielles, d'espace boisé et de terrains agricoles, la première habitation (exploitation agricole) se situe à 100 m.

1.6 - Inconvénients et moyens de prévention

Odeurs et rejets atmosphériques :

Les installations et matériels nécessaires à la fabrication des panneaux de bois sont à l'origine de nombreux rejets canalisés (18) et diffus, en particulier :

| | |
|------------------|---|
| Rejets canalisés | Générateurs thermiques (biomasse et gaz naturel) Séchoir Conformation et presse Laquage Dépoussiérage |
| Rejets diffus | Émissions des panneaux fabriqués Manutention du bois et des cendres Nettoyage Ventilation locaux |

Les deux principaux générateurs thermiques utilisent comme combustible de la biomasse qui provient de plaquettes, billons de bois ainsi que de panneaux broyés issus de la fabrication.

L'installation n'est pas autorisée à traiter thermiquement les déchets.

Les sources d'odeurs sont principalement dues aux essences de bois lors des opérations de séchage et pressage. Les lagunes de décantation des eaux de process sont également facteur de nuisances odorantes lors du brassage des eaux.

Consommation d'eau :

L'alimentation en eau de l'établissement provient essentiellement du bassin du Thiellay (200 000 m³) et du réseau public (4500 m³) d'eau potable. Une convention signée par la CUCM et l'exploitant encadre les conditions d'alimentation du site en eau industrielle.

La fabrication de panneaux de bois est consommatrice d'eau, 82% étant destinée à la production de vapeur.

Rejets aqueux :

L'établissement dispose de 4 points de rejets :

- deux concernent les eaux pluviales de toitures et de chaussées traitées par des séparateurs hydrocarbures avant de rejoindre un bassin pouvant servir de bassin d'incendie puis le plan d'eau de la zone industrielle situé à l'Est du site,
- un concerne les eaux domestiques qui rejoignent le réseau d'assainissement communal et la station d'épuration de Torcy,
- un concerne les eaux industrielles qui font l'objet d'une décantation par lagunage avant de rejoindre la station d'épuration par le réseau communal.

Une modification de la convention passée avec l'exploitant de la station applicable à compter du 1^{er} août 2011 nécessite la mise en place d'un traitement avant rejet. L'étude technico-économique sur les

effluents des ateliers a montré qu'un système physico-chimique permettait de répondre aux objectifs fixés.

Par ailleurs, un plan d'action visant à réduire le volume d'eau rejeté en améliorant le recyclage des eaux de la lagune sera mis en place, il concerne principalement le lavage des plaquettes, il contribuera également à diminuer la consommation d'eau.

Déchets :

Les déchets produits par le site sont triés et éliminés selon des filières agréées.

Une partie du bois non utilisé pour la fabrication des panneaux est valorisée en tant que combustible dans les chaudières biomasse, il s'agit de bois brut non adjuvanté.

Evaluation des risques sanitaires :

Dans le cadre de l'évaluation des risques sanitaires menée, les traceurs de risque suivants ont été retenus :

- pour l'inhalation : poussières, oxyde d'azote, COV (formaldéhyde, acétaldéhyde, benzène), métaux lourds (cadmium, mercure, arsenic, plomb, nickel et chrome), dioxines, HAP.
- pour l'ingestion : cadmium, arsenic, plomb, HAP (naphtalène), dioxines.

Pour apprécier l'exposition des populations, une évaluation des concentrations dans l'environnement à été modélisée, l'aire d'étude porte sur les communes de Montchanin et Torcy dont la population recensée représente 9154 personnes dont 548 enfants.

Pour l'ensemble du domaine d'étude, les rejets de l'usine ISOROY de Torcy en polluants traceurs de risque à effet de seuil donnent un indice de risque (facteur R) inférieur à 1, sauf par inhalation pour le benzène et par ingestion pour l'arsenic et les HAP.

Suite à l'avis défavorable de l'ARS, l'exploitant a remis une nouvelle étude des risques sanitaires basée sur les informations contenues dans le plan de gestion des solvants de l'atelier laquage et montrant l'absence de benzène. Par ailleurs, les valeurs toxicologiques de référence retenues pour l'arsenic ont été mises à jour au vu de nouvelles données épidémiologiques.

Les conclusions de cette nouvelle étude actualisée également vis à vis de la hauteur des rejets conclut, au regard des hypothèses formulées, à un risque sanitaire acceptable.

Bruit :

Les mesures effectuées en 2007 mettent en évidence des dépassements en période nocturne en limite de propriété et en limite de zone à émergence réglementée.

Des mesures sont prévues pour réduire l'impact sur le niveau sonore :

- la mise en place de nouveaux équipements moins bruyants,
- collecte des cheminées de l'atelier de laquage avec réduction du nombre de ventilateurs,
- modification du refoulement des cyclofiltres avec mise en place de caisson acoustique à baffles intégrées.

Ces dispositions sont reprises dans le projet d'arrêt et une mesure du niveau sonore est demandée sous 6 mois après signature.

1.7 Risques et moyens de prévention

Pollution

Les potentiels de danger retenus sont la pollution par épandage des différents produits présents sur le site (adjuvants, mélange collant, laques, vernis, huiles, gazole,...).

Des barrières de sécurité sont mises en place afin de réduire l'occurrence d'un tel évènement :

- l'installation d'un bassin de rétention,
- réalisation des dépotages de produits liquides en vrac sur des zones étanchées et adaptées à cet effet.

Incendie

Les potentiels de danger retenus sont liés aux zones de stockage des bois, sciures, plaquettes, huile, déchets, palettes et des stocks de produits finis.

Les principales barrières de sécurité permettant de limiter l'occurrence d'un tel événement sont :

- des équipements de lutte contre la foudre,
- la fragmentation des stockage de bois sur le parc et dans le bâtiment stockage/expéditions,
- l'interdiction de fumer sur l'ensemble du site, mis à part dans des locaux réservés à cet effet,
- un nettoyage régulier pour éviter l'accumulation de poussières,
- de systèmes de détection incendie,
- une installation d'extinction automatique à eau (sprinklage),
- la présence d'extincteurs, de RIA, de poteaux d'incendie,
- la mise en place d'une organisation interne en cas d'incendie ou de départ de feu.

L'étude des dangers a permis de montrer que les risques :

- . ont des effets qui ne sortent pas des limites de propriété pour la très grande majorité ou,
- . ont un couple gravité probabilité qui les rend acceptables en l'état.

Les barrières de sécurité en place viennent diminuer la probabilité des scénarii considérés.

Aucune personne extérieure au site n'est exposée en cas d'accident majeur sur le site. Des sécurités sont en place sur le site pour limiter la probabilité et la gravité des accidents. Grâce aux barrières de sécurité existantes, tous les scénarios conduisent à des risques jugés acceptables en l'état dans la grille de criticité présentée par l'exploitant.

2. PROCEDURE ADMINISTRATIVE

2.1 - Enquête publique

Prescrite par arrêté préfectoral du 17 mai 2010, l'enquête publique s'est déroulée du 14 juin au 16 juillet 2010. Elle a donné lieu, de la part des riverains, à des observations concernant les nuisances sonores et le traitement des rejets.

Dans son rapport du 10 août 2010, M. Jean-Serge PETIT, Commissaire Enquêteur, émet un **avis favorable** à la demande d'autorisation d'exploiter une usine de fabrication de panneaux en fibres de bois ainsi qu'à son extension sur le territoire de la commune de TORCY au titre de la législation des ICPE.

2.2 - Consultation des conseils municipaux

Le Conseil Municipal de SAINT-EUSEBE, dans sa séance du 28 juin 2010, émet un **avis favorable** à la demande.

Le Conseil Municipal des BIZOTS, dans sa séance du 17 juin 2010, émet un **avis favorable** à la demande.

Le Conseil Municipal de MONTCHANIN dans sa séance du 30 juin 2010, émet un **avis favorable** à la demande sous réserve des nuisances sonores nocturnes qui devront être résolues dans le cadre des normes d'urgence tolérées.

Le conseil Municipal de TORCY ne pouvant se réunir avant la fin de l'enquête publique, par observation sur le registre d'enquête le maire de Torcy s'est déclaré **favorable** à la demande.

2.3 - Avis des services administratifs

2.3.1 - Direction Départementale des Territoires – Service environnement – Unité politiques de l'environnement

Dans sa lettre en date du 29 juin 2010, M. le Chef du service environnement fait part des remarques suivantes :

« Service environnement

L'unité eau et milieux aquatiques n'a pas de remarque particulière à formuler. En effet, le site est doté de séparateurs à hydrocarbure et de bassins de rétention. De plus, les eaux de process sont traitées par la station d'épuration de Torcy (convention en cours).

L'unité milieux naturels et biodiversité indique qu'une demande d'autorisation de défrichement devra être déposée, accompagnée d'une étude d'impact. Le permis de construire ne vaut pas autorisation

de défrichement. En outre, la partie boisée devant être défrichée, même si elle est incluse sans le zonage Ux, ne figure pas sur le plan page 69.

Service urbanisme et aménagement durables

Aucune remarque particulière n'est formulée. Le plan local d'urbanisme de la communauté Le Creusot Montceau est en cours de révision.

2.3.2 - Agence Régionale de Santé – Délégation territoriale de Saône-et-Loire

Par courrier du 05 juillet 2010, M. le délégué territorial de Saône-et-Loire émet un **avis défavorable** assorti des remarques suivantes :

« EAU :

Le disconnecteur présent sur le site devra faire l'objet d'un contrôle de maintenance annuel.

FICHE DE DONNEES DE SECURITE :

Les fiches de données de sécurité des produits dont la liste est établie en annexe devront être mises à disposition des services de secours (SAMU, pompiers) en cas de sinistre.

BRUIT :

En l'état actuel, les émergences en période nocturne ne sont pas réglementaires, dans une zone à émergence réglementée (émergences de 13,1dBA).

Le dossier précise que les mesures seront prises pour en limiter les effets après réalisation des travaux sur l'existant et extension du bâtiment.

Une campagne de mesure sera réalisée après travaux d'aménagement pour en vérifier l'efficacité.

En cas de nouveau dépassement, d'autres mesures seront encore envisagées.

Ne serait-il pas préférable dans un souci de protection de la santé des riverains, d'imposer à l'exploitant une étude de faisabilité avec modélisation acoustique, tenant compte des aménagements à réaliser sous forme d'un échéancier afin de rendre la situation réglementaire.

ETUDE SANTE :

Je note que des valeurs sont dépassées dans le cadre des effets cancérigènes :

Page 293, par inhalation, ERI COV benzène $2,7 \cdot 10^{-5}$

Page 294, par ingestion, ERI arsenic $1,8 \cdot 10^{-5}$ (enfant) $2,4 \cdot 10^{-5}$ (adulte)

HAP équivalent B(a) P $4,5 \cdot 10^{-4}$ (enfant) $8,2 \cdot 10^{-4}$ (adulte).

Mais que le bureau d'étude signale que les flux de pollution sont maximalistes par modélisation dispersion, par rapport aux flux réels mesurés.

Des précisions sont à apporter sur ce mode opératoire.

*En ce qui concerne les deux dernières remarques, dans un souci de protection de la santé des populations avoisinantes, je suis amené à émettre un **avis défavorable** à ce dossier. »*

Le nouvel avis du 29 avril 2011, sollicité au vu de l'actualisation de l'étude des risques sanitaires, **est favorable**.

2.3.3 - La Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de Bourgogne – Unité territoriale de Saône-et-Loire

Dans son courrier du 8 juillet 2010, Mme la Directrice régionale fait connaître que « l'Inspection du Travail de Montceau-les-Mines n'a pas d'observations particulières concernant ce dossier. »

2.3.4 - Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours

Dans son rapport du 07 juin 2010, M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Saône-et-Loire émet un avis favorable au projet, assorti des remarques suivantes :

1- TEXTES APPLICABLES :

Pour ce qui me concerne, le projet tel que présenté semble assujéti aux dispositions :

- du Code du Travail et plus particulièrement au Livre II, titre III, chapitre V, section IV,
- de la loi 76.663 modifiée du 19 juillet 1976.

2 – OBSERVATIONS PARTICULIERES :

Nonobstant, les avis des services directement habilités à veiller à l'application de ces textes, j'estime qu'il convient de respecter les prescriptions suivantes :

2.1 Aménagement des installations :

Disposer et aménager les installations conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de la demande, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux prescriptions de ce rapport.

2.2 Conception – implantation – desserte :

Aménager les abords des bâtiments afin de permettre l'accès et une circulation aisés pour les engins de secours et de lutte contre l'incendie.

2.3 Défense incendie extérieure :

Assurer, à moins qu'elle n'existe déjà, la défense extérieure contre l'incendie (document technique D9) par un débit de 600 m³/h, par la présence de point d'eau tel que :

- soit, par des poteaux d'incendie normalisés de 100 mm (NF S 61213) dont le débit unitaire ne devra pas être inférieur à 60 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar, placés en bordure d'une chaussée carrossable, facilement accessibles en toutes circonstances, de telle façon que la distance par rapport à l'entrée principale du bâtiment projeté ne soit pas supérieure à 100 ou 150 m pour l'un d'entre eux et moins de 200 m.

- soit, un tiers du débit par des poteaux d'incendie normalisés de 100 mm (NF S 61213) dont le débit unitaire ne devra pas être inférieur à 60 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar, placés en bordure d'une chaussée carrossable, facilement accessibles en toutes circonstances, de telle façon que la distance par rapport à l'entrée principale du bâtiment projeté ne soit pas supérieure à 100 ou 150 m pour l'un d'entre eux et moins de 200 m complété par une réserve d'eau de 800 m³.

2.4 Traitement des eaux d'extinction :

S'assurer que les eaux d'extinction seront collectées et évacuées vers un bassin de confinement suffisamment dimensionné (cf Document technique D9A).

2.5 Accueil et guidage des secours :

En cas d'intervention des secours publics pour secours à personnes ou incendie, un accueil devra être effectué à l'entrée du site par une personne désignée. Celle-ci assurera un guidage vers la zone d'intervention.

2.6 Documents :

Transmettre les plans suivants (format A3) à M. le Chef du Groupement Nord, Centre d'Incendie et de Secours – Rue du Cne Priet – 71300 MONTCEAU-LES-MINES, en vue de permettre éventuellement à ce dernier d'élaborer un plan d'établissement répertorié :

- le plan de masse,
- le plan de situation,
- les plans détaillés par zone. »

2.3.5 - Institut National de l'Origine et de la Qualité

Dans son courrier du 27 mai 2010, l'Institut National de l'Origine et de la Qualité fait part des remarques suivantes :

« La commune de Torcy est incluse dans les aires géographiques :

- de l'Appellation d'Origine Contrôlée « Charolais » et « Boeuf de Charolles »,
- des Indications Géographiques Protégées « Volailles de Bourgogne », « Volailles du Charolais », « Emmental Français Est-Central » et « Moutarde de Bourgogne ».
- Fromages « Mâconnais »
- Viticoles « Mâcon » et « Bourgogne » (sauf Sancé et Varennes les Mâcon)

Suite à l'étude du dossier, il apparaît que les évolutions envisagées sont encadrées et n'empiètent pas sur le parcellaire d'opérateur des Signes d'Identification de la qualité et de l'Origine listés ci-dessus.

En conséquence, nous avons l'honneur de vous informer que l'INAO n'émet pas d'objection à l'encontre de ce projet.

Toutefois, nous vous alertons sur le contenu du paragraphe I.F.2.b.) Zone d'Appellation d'Origine Contrôlée page 71. Ce paragraphe est à modifier en tenant compte des éléments présentés ci-dessus. »

3. REGLEMENTATION APPLICABLE

Les principaux textes réglementaires applicables sont :

- Arrêté du 31 mars 2008 relatif à la vérification et à la quantification des émissions déclarées dans le cadre du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre
- Arrêté du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées

- Arrêté du 31 mars 2008 relatif à la vérification et à la quantification des émissions déclarées dans le cadre du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre
- Arrêté du 31 janvier 2008 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation
- Arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation
- Arrêté du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1412 de la nomenclature des installations classées.
- Arrêté du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et à leurs équipements annexes
- Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
- Arrêté du 25 juillet 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 : Combustion
- Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
- Arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion

4. ANALYSE ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTEUR DES INSTALLATIONS CLASSEES

4.1 Analyse des avis des services et/ou des questions apparues au cours de la procédure

L'ensemble des services administratifs et les conseils municipaux consultés ont émis un avis favorable.

Le tableau ci après résume les observations faites et indique les propositions de l'inspection des installations classées :

| Service administratif | Observation | Réponse du demandeur | Proposition de l'inspection |
|-----------------------|--|---|--|
| ARS | <p>« EAU : Le disconnecteur présent sur le site devra faire l'objet d'un contrôle de maintenance annuel.</p> <p>FICHE DE DONNEES DE SECURITE : Les fiches de données de sécurité des produits dont la liste est établie en annexe devront être mises à disposition des services de secours (SAMU, pompiers) en cas de sinistre.</p> <p>BRUIT : En l'état actuel, les émergences en période nocturne ne sont pas réglementaires, dans une zone à émergence réglementée (émergences de 13,1dBA). Le dossier précise que les mesures seront prises pour en limiter les effets après réalisation des travaux sur l'existant et extension du bâtiment. Une campagne de mesure sera réalisée après travaux d'aménagement pour en vérifier l'efficacité. En cas de nouveau dépassement, d'autres mesures seront encore envisagées. Ne serait-il pas préférable dans un souci de protection de la santé des riverains, d'imposer à l'exploitant une étude de faisabilité avec modélisation acoustique, tenant compte des aménagements à réaliser sous forme d'un échéancier afin de rendre la situation réglementaire.</p> <p>ETUDE SANTE : Je note que des valeurs sont dépassées dans le cadre des effets cancérigènes : Page 293, par inhalation, ERI COV benzène $2,7.10^{-5}$ Page 294, par ingestion, ERI arsenic $1,8.10^{-5}$ (enfant) $2,4.10^{-5}$ (adulte) HAP équivalent B(a) P $4,5.10^{-4}$ (enfant) $8,2.10^{-4}$ (adulte). Mais que le bureau d'étude signale que les flux de pollution sont maximalistes par modélisation dispersion, par rapport aux flux réels mesurés. Des précisions sont à apporter sur ce mode opératoire. En ce qui concerne les deux dernières remarques, dans un souci de protection de la santé des populations avoisinantes, je suis amené à émettre un avis défavorable à ce dossier. "</p> | <p>Suite à ces remarques une nouvelle étude, concluant à une probabilité d'occurrence du risque acceptable, a été soumise à l'avis de l'ARS.</p> <p>L'avis rendu est favorable</p> | <p>Disposition reprise à l'article 4.1.2</p> <p>Les prescriptions en matière de niveaux sonores sont reprises au titre 6 du projet d'arrêté.</p> <p>De nouvelles mesures sont prescrites à l'article 9.2.4.1 pour vérifier l'atténuation à la suite des travaux engagés</p> <p>le projet d'arrêté propose des valeurs limites d'émission et de flux maximum inférieurs ou égaux à ceux pris en compte pour le calcul des indices de risques de l'étude d'impact sanitaire.</p> |

| Service administratif | Observation | Réponse du demandeur | Proposition de l'inspection |
|-----------------------|---|----------------------|---|
| DDT | <p>« Service environnement</p> <p><i>L'unité eau et milieux aquatiques n'a pas de remarque particulière à formuler. En effet, le site est doté de séparateurs à hydrocarbure et de bassins de rétention. De plus, les eaux de process sont traitées par la station d'épuration de Torcy (convention en cours).</i></p> <p><i>L'unité milieux naturels et biodiversité indique qu'une demande d'autorisation de défrichement devra être déposée, accompagnée d'une étude d'impact. Le permis de construire ne vaut pas autorisation de défrichement. En outre, la partie boisée devant être défrichée, même si elle est incluse sans le zonage Ux, ne figure pas sur le plan page 69.</i></p> <p>Service urbanisme et aménagement durables</p> <p><i>Aucune remarque particulière n'est formulée. Le plan local d'urbanisme de la communauté Le Creusot Montceau est en cours de révision.</i></p> | | Les prescriptions en matière de protection des milieux aquatiques sont reprises au titre 4 du projet d'arrêté |
| SDIS | | | Les préconisations du SDIS sont reprises dans les dispositions figurant au titre 7 du projet d'arrêté |

4.2 Projet d'arrêté préfectoral

Le projet correspond à l'actualisation du dossier, dont la régularisation des activités exercées sans autorisation, avec une extension des installations permettant l'augmentation de la production.

Les impacts et dangers des installations sont acceptables au regard de l'environnement du site sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral ci joint qui reprend, entre autres, les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

En particulier :

- l'interdiction d'utiliser comme combustible les déchets de panneaux de bois susceptibles de contenir des composés organiques halogénés ou des métaux susceptibles de se retrouver dans les rejets atmosphériques et les résidus de combustion (article 3.2.2),
- la modifications des rejets à l'atmosphère comme la hauteur des cheminées et le regroupement des points de rejet de l'installation de laquage (article 3.2.2),
- la réalisation d'une étude technico-économique de réduction de la consommation d'eau industrielle et de réduction des impacts des rejets aqueux (articles 4.1.2.2 et 4.3.9),
- la réalisation d'une étude et mise en œuvre de travaux de réduction des émissions acoustiques (article 6.1.4),
- un renforcement des conditions de surveillance des rejets sur de nombreux paramètres tel que Poussières, COV, formaldéhyde, métaux (article 9.2.1.1),
- une mesure des niveaux sonores dans les 6 mois après signature de l'arrêté (article 9.2.4.1),
- la transmission au préfet d'un bilan annuel (article 9.4.1.1).

5. CONCLUSION

Au regard des dispositions qui seront prises par l'industriel, concourant à la préservation des intérêts mentionnés à l'article L511.1 du Code de l'Environnement et sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport, qui tiennent compte des différents avis formulés, nous proposons au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques d'émettre un avis favorable à la demande présentée par la société SAS ISOROY.

L'inspecteur des installations classées

Original signé

Marc LESCOUET

Vu et transmis le 25 mai 2011
Le Chef de Subdivision

Original signé

Nicolas GUERIN